REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT - REGION DE LA

0.9 MARS 2022

COURRIER ARRIVÉ LE:

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

S/PREFECTURE DE POINTE-À-PITRE

SYNDICAT MIXTE DE GESTION DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT DE GUADELOUPE

GUADELOUPE

Séance du

: 15 février 2022

Date de la convocation Membres en exercice

: 08 février 2022

Membres en exercice : 28

DELIBERATION N°CS2022-02-001/1

APPROBATION DE LA CONVOCATION D'URGENCE DU COMITE SYNDICAL DU 15 FEVRIER 2022.

L'an deux-mille vingt-deux, le quinze février, le Comité syndical du Syndicat mixte de gestion de l'eau et de l'assainissement de Guadeloupe, légalement convoqué s'est réuni sous la présidence de Monsieur Jean-

Louis FRANCISQUE, Président du SMGEAG.

	LISTE DES DELEGUES	PRESENTS	ABSENTS EXCUSES	ABSENTS	EXCUSES REPRESENTES
		A.	E	A	REFRESENTES
1	M. Ary CHALUS			X	
2	M. Jean-Louis FRANCISQUE	X			
3	Madame Sylvie GUSTAVE dit DUFLO			X	
4	M. David MONTOUT			X	
5	M. Guy LOSBAR	\top	Х		
6	M. Ferdy LOUISY			X	
7	M. Jean-Philippe COURTOIS	X			
8	Mme Isabelle AMIREILLE JOMIE			X	
9	Mme Claudine BAJAZET		29		Vacant
10	M. Adrien BARON	X			
11	M. Camille ELIZABETH	X			
12	M. Philippe DEZAC	X			
13	M. Eric LATCHOUMANIN		X		
14	M. Emmery BEAUPERTHUY	1		X	
15	Mme Myriam Lucie BROSIUS	X			
16	Mme Nicole Edouard Marie Franze SINIVASSIN	X			
17	M. Fabert MICHELY	X			
18	M. Justin DESSOUT			X	
19	Mme Maddly GARGAR	X			
20	M. Didier MERIDAN	X			
21	M. Jean BARDAIL	X			
22	M. Edouard DELTA			X	
23	Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN	X			
24	M. Blaise MORNAL	X			
25	M. Thierry ABELLI	X			
26	M. Héric ANDRE		Х		
27	M. Alain LEON	X			
28_	M. Jules OTTO			Х	

Conformément à l'article L.2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales, les conditions de quorum étant réunies, le Comité syndical peut valablement délibérer.

Madame Maddly GARGAR est désignée secrétaire de séance, conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales.

LE COMITE SYNDICAL

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU la loi n°2021-513 du 29 avril 2021 rénovant la gouvernance des services publics d'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe;
- VU l'arrêté préfectoral du 26 août 2021 portant fixation des statuts du Syndicat mixte de gestion de l'eau et de l'assainissement de Guadeloupe;
- VU les statuts du Syndicat mixte de gestion de l'eau et de l'assainissement de Guadeloupe;
- VU la délibération n°CS2021-09-001/1 du 1^{er} septembre 2021 portant élection du Président du Syndicat mixte de gestion de l'eau et de l'assainissement de Guadeloupe.

Considérant le rapport du Président :

Au regard du début d'activité récent du SMGEAG et de la nécessité d'avoir à statuer en urgence sur des points structurants (Les recherches de financements en cours pesant sur le calendrier budgétaire du Syndicat.) pour le bon fonctionnement du Syndicat, il est nécessaire pour l'assemblée délibérante de se prononcer sous le statut de l'urgence conformément aux dispositions réglementaires.

Le Comité syndical,

Ouï le rapport du Président

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents DECIDE :

L	VOTE: NOMBRE DE VOIX:15					
	POUR	CONTRE	ABSTENTION			
1	15	0	0			

ARTICLE 1 : D'APPROUVER le caractère urgent de la convocation du Comité syndical du 15 février 2022.

ARTICLE 2 : DE DONNER à Monsieur le Président tous pouvoirs pour l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le Président et l'Agent comptable du SMGEAG seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré à Gosier, les jours, mois et an ci-dessus.

Pour expédition control le Président de SMORTE DE POINTE-À-PITRE

Pour expédition control le Président de SMORTE DE POINTE-À-PITRE

Jean-Louis FRANCISO DE PLANTING DE POINTE-À-PITRE

En application des dispositions des articles R 421-1 à R 421-5 du code de justice administrative, la présente délibération à supposer qu'elle fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Guadeloupe. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr